

**No. 14782. France and Luxembourg**      **N° 14782. France et Luxembourg**

PROTOCOL CONCERNING UNIVERSITY CO-OPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG. LUXEMBOURG, 30 OCTOBER 1975 [*United Nations, Treaty Series, vol. 1007, I-14782.*]

PROTOCOLE RELATIF À LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. LUXEMBOURG, 30 OCTOBRE 1975 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1007, I-14782.*]

AMENDMENT TO THE ADDITIONAL PROTOCOL ON SCIENTIFIC AND UNIVERSITY COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, DONE AT PARIS, ON 20 MARCH 2018. ESCH-SUR-ALZETTE, 19 OCTOBER 2021\*

AVENANT AU PROTOCOLE ADDITIONNEL RELATIF À LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET UNIVERSITAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, FAIT À PARIS, LE 20 MARS 2018. ESCH-SUR-ALZETTE, 19 OCTOBRE 2021\*

**Entry into force:** 7 June 2022 by notification, in accordance with article 3

**Entrée en vigueur :** 7 juin 2022 par notification, conformément à l'article 3

**Authentic text:** French

**Texte authentique :** français

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** Luxembourg, 29 March 2023

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** Luxembourg, 29 mars 2023

\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.

[ TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS ]

**AVENANT AU PROTOCOLE ADDITIONNEL RELATIF  
A LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET UNIVERSITAIRE ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE,  
FAIT A PARIS, LE 20 MARS 2018**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part,

et

Le Gouvernement de la République française, d'autre part ;

Ci-après dénommés les « parties » ;

Considérant l'accord culturel signé le 8 février 1954 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement de la République française, d'autre part ;

Considérant les modalités de mise en œuvre de cet accord culturel arrêtées par le protocole du 30 octobre 1975 ;

Considérant le protocole additionnel relatif à la coopération universitaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg le 1er juillet 2010 ;

Considérant la déclaration commune des ministres européens de l'Éducation rendue à Bologne le 19 juin 1999, visant notamment la promotion de la mobilité en portant une attention particulière à l'accès aux études, aux possibilités de formation pour les étudiants, et à la promotion de la nécessaire dimension européenne dans l'enseignement supérieur, notamment en ce qui concerne la coopération entre établissements ;

Considérant la déclaration de Budapest-Vienne du 12 mars 2010 portant création de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur ;

Considérant la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

Considérant la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;

Considérant l'accord de coopération entre l'Agence Nationale de la Recherche française et le Fonds National de la Recherche luxembourgeois du 19 février 2013 ;

Considérant la coopération de longue date entre les parties en matière de recherche et d'enseignement supérieur et en particulier en matière d'études médicales et soucieux d'étendre et de renforcer la coopération des deux pays dans les domaines

scientifique et universitaire;

Considérant que les établissements d'enseignement supérieur luxembourgeois n'offrent pas de formation médicale de base complète ;

Considérant l'intérêt commun de pérenniser la coopération universitaire de longue date en matière d'études médicales et soins infirmiers ;

Considérant l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière signé le 21 novembre 2016 ;

Considérant le protocole additionnel relatif à la coopération scientifique et universitaire entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française, fait à Paris, le 20 mars 2018, et notamment son article 7 ;

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sont convenus d'apporter au protocole additionnel du 20 mars 2018 les amendements suivants :

### **Article 1er**

L'article 2 du Protocole de 2018 se lit désormais comme suit :

#### Article 2- Coopération interuniversitaire

(1) Chaque année, des étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg, répondant aux conditions d'entrée sur dossier de l'Université du Luxembourg et notamment aux compétences linguistiques en français et en allemand, peuvent poursuivre, à la suite de la première année en médecine, leurs études en vue respectivement de l'obtention des diplômes de formation générale puis approfondie en sciences médicales et des diplômes de formation générale puis approfondie en sciences odontologiques auprès d'une des universités de Lorraine, Strasbourg, Paris-V (désormais Université de Paris) et Paris-VI (désormais Sorbonne Université). Ces étudiants sont choisis par l'Université du Luxembourg parmi ceux qui, cette année-là, ont réussi la première année en médecine et qui ont été reçus aux épreuves après l'examen classant de fin d'année à la suite duquel l'attribution des places se fait par ordre de mérite en fonction de la moyenne générale. Ces étudiants seront par la suite autorisés à se présenter aux épreuves donnant accès au troisième cycle.

(2) Chaque année, des étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg peuvent poursuivre, après avoir réussi la troisième année en médecine, leurs études en vue de l'obtention du diplôme de formation approfondie en sciences médicales auprès d'une

des universités de Lorraine, Strasbourg, Paris-V (désormais Université de Paris) et Paris-VI (désormais Sorbonne Université). Ces étudiants seront par la suite autorisés à se présenter aux épreuves donnant accès au troisième cycle.

(3) Les parties conviennent d'explorer des pistes de renforcement des échanges en matière de formation en santé avec notamment l'accueil pour des stages d'étudiants dans différentes formations en soins infirmiers. Les Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), l'Université de Lorraine et l'Université de Strasbourg, dotés de différentes formations en soins infirmiers proposent chaque année, selon un nombre de places déterminé en concertation entre les parties, d'accueillir des étudiants luxembourgeois. L'Université du Luxembourg propose d'accueillir chaque année, selon un nombre de places déterminé en concertation entre les parties, des étudiants français dans ses formations en soins infirmiers de niveau Bachelor, dès que celles-ci seront opérationnelles.

(4) Les modalités d'admission et de répartition entre les universités françaises concernées des étudiants visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article sont fixées par des accords interuniversitaires particuliers conclus entre l'Université du Luxembourg et les universités françaises concernées.

Les parties poursuivent leurs échanges concernant une participation par la partie luxembourgeoise aux coûts de la formation clinique des étudiants en médecine issus de la 3<sup>ème</sup> année du Bachelor en médecine de l'Université du Luxembourg.

## **Article 2**

L'article 5 du Protocole de 2018 se lit désormais comme suit :

### Article 5 - Coopération hospitalo-universitaire

Les établissements hospitaliers du Grand-Duché de Luxembourg contribuent à la formation médicale dispensée en France, en accueillant dans leurs structures, des étudiants inscrits en diplôme de formation en sciences médicales approfondie pour des stages, et des étudiants de troisième cycle pour des contrats à durée déterminée, ayant réalisé l'intégralité de leur cursus en France. Les modalités opérationnelles de ces coopérations hospitalo-universitaires (répartition et financement) sont fixées par des accords spécifiques conclus entre les universités françaises et les établissements hospitaliers du Grand-Duché de Luxembourg.

Les établissements hospitaliers du Grand-Duché de Luxembourg en collaboration avec les établissements hospitaliers français de la Région-Grand Est définissent un cadre d'accueil pour les étudiants y inscrits dans des formations de différentes disciplines des soins infirmiers, ceci en concertation avec les instances françaises et

luxembourgeoises respectives en charge des programmes de formation en y associant leurs établissements d'enseignement concernés.

### Article 3

L'entrée en vigueur du présent avenant se fera à la date de la réception de la dernière notification par voie diplomatique par laquelle les parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures requises pour son entrée en vigueur.

Fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021 en deux exemplaires en langue française, chacun faisant également foi

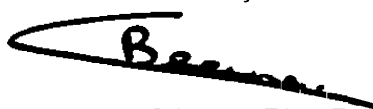
Pour le Gouvernement du Grand-Duché de  
Luxembourg



Claude MEISCH

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la  
Recherche

Pour le Gouvernement de la République  
française



Clément BEAUNE

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de  
l'Europe et des Affaires étrangères, chargé  
des Affaires européennes

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AMENDMENT TO THE ADDITIONAL PROTOCOL BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC RELATING TO SCIENTIFIC AND UNIVERSITY COOPERATION, DONE AT PARIS, ON 20 MARCH 2018

The Government of the Grand Duchy of Luxemburg, of the one part, and

The Government of the French Republic, of the other part,

Hereinafter referred to as “the Parties”;

Considering the Cultural Agreement signed on 8 February 1954 between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, of the one part, and the Government of the French Republic, of the other part;

Considering the arrangements for implementation of that Cultural Agreement specified in the Protocol of 30 October 1975;

Considering the Additional Protocol relating to university cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, signed in Luxembourg on 1 July 2010;

Considering the Joint Declaration of European Ministers of Education adopted in Bologna on 19 June 1999, aimed at the promotion of mobility with particular attention to access to study, training opportunities for students and promotion of the necessary European dimensions in higher education, particularly with regard to inter-institutional cooperation;

Considering the Budapest-Vienna Declaration of 12 March 2010 on the European Higher Education Area;

Considering Directive 2005/36/EC of the European Parliament and the Council of the European Union dated 7 September 2005 concerning the recognition of professional qualifications;

Considering the amended law of 27 June 2018 on the organization of the University of Luxembourg;

Considering the Cooperation Agreement of 19 February 2013 between the French Agence Nationale de la Recherche and the Luxembourg Fonds National de la Recherche;

Considering the long-standing cooperation between the Parties in the area of research and higher education, and particularly in the area of medical studies, and desiring to extend and strengthen scientific and university cooperation between their two countries;

Considering that Luxembourg institutions of higher education do not offer complete basic medical training;

Considering their shared interest in continuing their long-standing university cooperation regarding medical studies and nursing care;

Considering the Framework Agreement of 21 November 2016 between the Government of the French Republic and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg on transborder cooperation in health matters;

Considering the Additional Protocol between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the French Republic relating to scientific and university cooperation, done at Paris on 20 March 2018, and in particular article 7 thereof;

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the French Republic have agreed to make the following amendments to the Additional Protocol of 20 March 2018:

*Article 1*

*Article 2 of the 2018 Protocol shall now read as follows:*

*Article 2. University cooperation*

(1) Each year, medical students at the University of Luxembourg who meet the entry by dossier requirements of the University of Luxembourg and who are proficient in French and German may, after completing their first year of medicine, continue their studies with a view to obtaining general and then advanced general training diplomas in medicine and general and then advanced general diplomas in odontology at the University of Lorraine, the University of Strasbourg, Paris V (now known as the University of Paris) or Paris VI (now known as the Sorbonne University). These students shall be selected by the University of Luxembourg from among the students in their year who completed their first year of medicine and who passed the practical tests that follow the year-end ranking examination, after which places shall be assigned in order of merit based on the overall average. These students may then sit the admission tests for postgraduate studies.

(2) Each year, medical students who have successfully completed their third year at the University of Luxembourg may continue their studies with a view to obtaining the advanced diploma in medical studies at the University of Lorraine, the University of Strasbourg, Paris V (now known as the University of Paris) or Paris VI (now known as the Sorbonne University). These students may then sit the admission tests for postgraduate studies.

(3) The Parties shall explore ways to enhance health-care training exchanges, including by accepting students enrolled in various nursing courses to undergo training. The Nursing Training Institutes (IFSI), the University of Lorraine and the University of Strasbourg, which provide various nursing courses, have offered to accept students from Luxembourg each year. The number of places shall be determined in consultation with the Parties. The University of Luxembourg has offered to accept French students for its bachelor's nursing courses as soon as they are up and running. The number of places shall be determined in consultation with the Parties.

(4) The procedures for the admission to and distribution among the French universities involved of the students covered by paragraphs 1 and 2 of this article shall be established under specific inter-university agreements concluded between the University of Luxembourg and the French universities involved.

The Parties shall continue their discussions concerning the contribution of Luxembourg to the costs of clinical training for medical students in the third year of the bachelor of medicine programme at the University of Luxembourg.



*Article 2*

*Article 5 of the 2018 Protocol shall now read as follows:*

*Article 5. Hospital and university cooperation*

Hospital establishments in the Grand Duchy of Luxembourg shall contribute to the medical training provided in France by accepting, for training in their facilities, students who are studying for an advanced training diploma and, for fixed-term contracts, postgraduate students who have done all their training in France. The operational arrangements for such hospital and university cooperation (distribution and financing) shall be established in specific agreements concluded between the French universities and the hospital establishments of the Grand Duchy of Luxembourg.

Hospital establishments in the Grand Duchy of Luxembourg, together with French hospital establishments in the Grand Est region, shall develop a framework for accepting students enrolled in various nursing courses to undergo training, in consultation with the authorities of France and Luxembourg responsible for training programmes, and with the involvement of the relevant education establishments.

*Article 3*

This amendment shall enter into force on the date of receipt, through the diplomatic channel, of the last notification by which the Parties inform each other of the completion of the internal procedures required for its entry into force.

DONE at Esch-sur-Alzette, on 19 October 2021, in two copies in the French language, both texts being equally authentic.

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

CLAUDE MEISCH

Minister of Higher Education and Research

For the Government of the French Republic:

CLÉMENT BEAUNE

Secretary of State to the Minister for Europe and Foreign Affairs,  
responsible for European Affairs